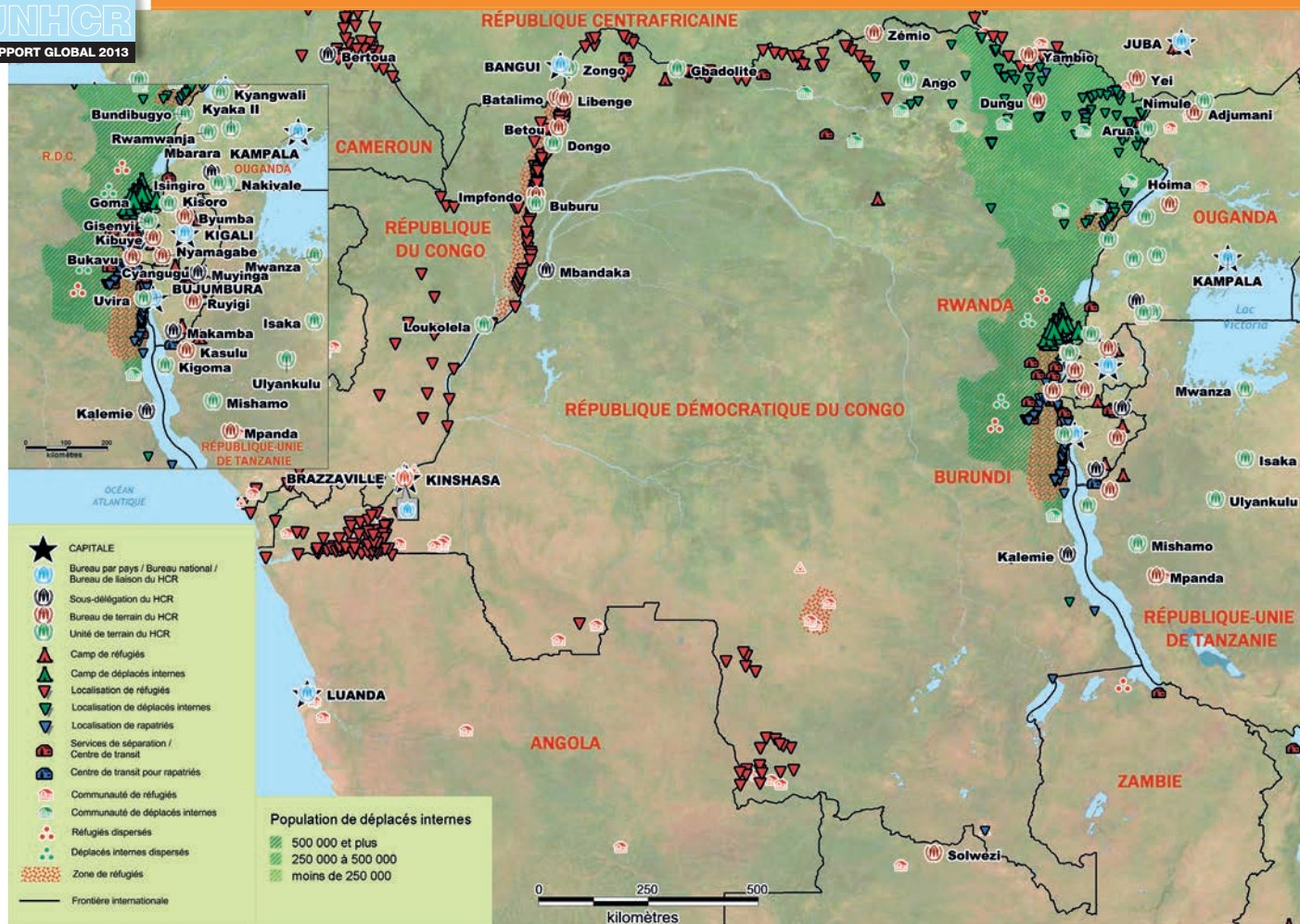


# RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



## Aperçu

### Faits marquants

- La République centrafricaine (RCA) a été en proie à des tensions et à des affrontements armés qui ont entraîné un afflux de réfugiés en République démocratique du Congo (RDC) à partir du mois d'avril 2013. Le Gouvernement de RDC a autorisé l'ouverture de quatre camps de réfugiés supplémentaires dans le nord du pays, afin d'alléger la charge qui pesait sur les communautés d'accueil. À la fin de l'année, ces sites accueillaient plus de 23 000 réfugiés centrafricains, que le HCR et ses partenaires se sont mobilisés pour protéger et assister.
- L'Organisation a facilité le rapatriement librement consenti de plus de 68 000 réfugiés congolais (RDC), dont près de 63 000 réfugiés en provenance du Congo, qui ont reçu une allocation en espèces. En outre, le HCR a mis en œuvre des projets axés sur la communauté dans les régions de retour afin d'assurer la cohésion sociale et de renforcer les infrastructures locales.
- Le HCR a facilité le rapatriement dans la sécurité et la dignité de quelque 8 300 réfugiés accueillis en RDC, dont plus de 7 000 sont rentrés au Rwanda et plus de 1 100 ont regagné le Burundi.

### Présence du HCR | 2013

<b>Nombre de bureaux</b>	<b>14</b>
<b>Total personnel</b>	<b>351</b>
Effectif international	63
Effectif national	242
JEA	3
VNU	38
Autres	5

- Pour préserver l'intimité et assurer une protection contre les intempéries, l'Organisation a distribué des kits pour abris à plus de 31 300 ménages déplacés à l'intérieur du pays, dont 29 900 au Nord-Kivu et 1 400 dans la Province-Orientale.
- Aux fins de la prévention de l'apatridie dans le pays, quelque 4 500 enfants ont reçu des actes de naissance.

## Personnes relevant de la compétence du HCR

Les principales populations relevant de la compétence du HCR en RDC au cours de l'année 2013 étaient formées des réfugiés centrafricains arrivés dans la province de l'Équateur et dans la Province-Orientale après le mois d'avril 2013, en raison du conflit en cours dans leur pays ; des rapatriés congolais (RDC),

provenant principalement du Congo ; des déplacés internes vivant pour la plupart dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et du Katanga, ainsi que dans la Province-Orientale ; et des Angolais dont le statut de réfugié avait pris fin en raison de l'application de la clause de cessation.

Type de population	Origine	Total	Nb pers. assistées par le HCR	% femmes	% < 18 ans
<b>Réfugiés</b>	Rép. centrafricaine	53 400	23 100	51	55
	Rwanda	43 700	11 400	54	59
	Burundi	9 800	9 800	49	52
	Ouganda	2 700	2 700	59	72
	Soudan	2 600	2 600	47	45
	Congo	700	140	40	43
	Angola	600	600	44	48
	Pays divers	60	60	48	50
<b>Demandeurs d'asile</b>	Burundi	900	900	51	57
	Rwanda	400	400	51	62
	Pays divers	210	210	42	41
<b>Déplacés internes</b>	Rép. dém. du Congo	2 963 800	1 634 000	56	63
<b>Déplacés de retour, y compris apparentés déplacés</b>	Rép. dém. du Congo	595 200	43 000	55	63
<b>Autres personnes relevant de la compétence du HCR</b>	Anciens réfugiés angolais rel. compétence du HCR	71 300	11 500	52	46
<b>Réfugiés rapatriés*</b>	Congo	62 900	62 900	52	61
	Soudan	4 500	-	52	61
	Pays divers	1 100	490	52	61
<b>Total</b>		<b>3 813 870</b>	<b>1 803 800</b>		

\* La ventilation démographique concerne l'ensemble des rapatriés

# | Résultats en 2013 |

## Réalisations et impact

Le tableau suivant contient des exemples d'objectifs et de cibles prévus pour les interventions dans le cadre du programme du HCR dans cette opération en 2013. De brefs commentaires sur les résultats de fin d'année

et l'impact sur les personnes relevant de la compétence du HCR sont indiqués, notamment les raisons pour lesquelles les cibles n'ont pu être atteintes dans certains cas.

Activités en 2013	Personnes relevant de la compétence du HCR	Cible globale en 2013	Résultats fin 2013
<b>PROCESSUS DE PROTECTION ET DOCUMENTS ADÉQUATS</b>			
<b>La qualité de l'enregistrement et du profilage est améliorée ou maintenue</b>			
<p><b>Résultats/impact :</b> le HCR a enregistré à titre individuel environ 46 pour cent de la population déplacée à l'intérieur du pays. L'intensification des activités de divers groupes rebelles, principalement dans les provinces du Kivu, a entraîné une augmentation du nombre de déplacés internes, qui est passé de 2,7 millions en décembre 2012 à près de 3 millions en décembre 2013. Tous les réfugiés centrafricains vivant dans des camps (soit la moitié des réfugiés centrafricains présents dans le pays) ont été enregistrés individuellement, tout comme 83 pour cent des rapatriés congolais.</p> <p><b>Écarts :</b> le manque d'accès dû à des problèmes de sécurité, les contraintes logistiques et l'augmentation du nombre de personnes déplacées à l'intérieur de la RDC ont empêché le HCR d'atteindre sa cible en matière d'enregistrement en 2013. En ce qui concerne les réfugiés centrafricains, l'enregistrement a uniquement été assuré auprès des réfugiés vivant dans des camps, car l'accès aux communautés d'accueil restait difficile.</p>			
% de personnes enregistrées à titre individuel	Déplacés internes	100%	46%
	Réfugiés centrafricains	100%	45%
<b>BESOINS DE BASE ET SERVICES ESSENTIELS</b>			
<b>Abris et infrastructures construits</b>			
<p><b>Résultats/impact :</b> des matériaux pour abris et des lots d'outils ont été distribués aux rapatriés en provenance du Congo. Dans la province de l'Équateur, 610 ménages vulnérables ont reçu une assistance dans le secteur des abris. Les réfugiés centrafricains accueillis dans des camps ont été hébergés à titre provisoire dans des abris collectifs, pendant qu'on élevait des abris individuels. Des déplacés internes ont reçu des abris temporaires, principalement dans les provinces du Kivu et dans la Province-Orientale.</p> <p><b>Écarts :</b> du fait de ses ressources limitées, le HCR n'a pu apporter une aide à l'hébergement qu'aux réfugiés centrafricains vivant dans des camps. Au sein de la population rapatriée, seules les familles les plus vulnérables ont bénéficié de solutions de logement durables, en raison des contraintes liées aux ressources.</p>			
% de ménages vivant dans des logements convenables	Réfugiés centrafricains	100%	50%
	Rapatriés	100%	53%
<b>La population a un accès optimal à l'éducation</b>			
<p><b>Résultats/impact :</b> en 2013, 65 classes ont été construites dans les camps de réfugiés de Mole, Inke et Boyabu. Dans les camps, les 4 480 enfants centrafricains en âge d'aller à l'école ont tous reçu des kits scolaires et fréquenté l'école primaire. Six écoles ont été construites pour les rapatriés dans la province de l'Équateur (deux à Mbandaka, deux à Buburu, une à Libenge et une à Imesse).</p> <p><b>Écarts :</b> du fait des ressources limitées, les enfants réfugiés centrafricains accueillis dans les camps n'ont pas eu accès à l'enseignement secondaire. De plus, la distribution de kits scolaires dans le cycle primaire a été retardée en raison de difficultés logistiques et d'accès. La plupart des écoles situées dans les secteurs de la province de l'Équateur où les rapatriés sont nombreux sont en mauvais état et nécessiteront des travaux de rénovation.</p>			
Nombre de structures éducatives construites et accessibles aux enfants handicapés	Réfugiés centrafricains	87	65
% d'enfants âgés de 6 à 13 ans scolarisés dans le primaire	Rapatriés	95%	62%
<b>La population a un accès optimal aux services de santé procréative et de lutte contre le VIH</b>			
<p><b>Résultats/impact :</b> outre des campagnes de sensibilisation et des distributions de préservatifs, le HCR a mis en œuvre à titre expérimental un projet destiné à offrir un environnement plus sûr à 176 personnes ayant eu des relations sexuelles rémunérées dans les camps de déplacés internes du Nord-Kivu. Un programme de prévention et de réponse dans le domaine du VIH et du sida a été mis sur pied pour les réfugiés centrafricains, conformément aux directives du Comité permanent interorganisations. Ceci a permis à 89 réfugiés vivant avec le VIH de poursuivre leur traitement antirétroviral. Un programme de santé de la procréation était également en place et a permis de prévenir des décès liés à la maternité dans les camps en 2013.</p> <p><b>Écarts :</b> les services en rapport avec le VIH et le sida n'ont été accessibles qu'à une petite proportion de déplacés internes, du fait d'un accès limité aux régions où vivaient les déplacés et de la nécessité d'accorder la priorité à la réponse à l'afflux de réfugiés centrafricains.</p>			
Mesure dans laquelle les personnes ont eu accès aux services liés au VIH	Déplacés internes	100%	30%
% de personnes séropositives susceptibles d'être mises sous traitement ARV ayant reçu ce traitement	Réfugiés centrafricains	100%	100%

Activités en 2013	Personnes relevant de la compétence du HCR	Cible globale en 2013	Résultats fin 2013
<b>SOLUTIONS DURABLES</b>			
<b>Potentiel en matière d'intégration réalisé</b>			
<p><b>Résultats/impact :</b> en 2013, il n'y a pas eu de rapatriements librement consentis d'anciens réfugiés angolais. Cependant, l'intégration sur place a été encouragée et quelque 6 000 cartes de résident ont été distribuées à d'anciens réfugiés angolais ayant opté pour l'intégration sur place dans la province du Bas-Congo et à Kinshasa.</p> <p><b>Écarts :</b> en raison de contraintes financières, il n'a pas été possible de distribuer des cartes de résident aux 47 880 candidats à l'intégration sur place en 2013. L'exercice se poursuivra en 2014 pour les candidats restants.</p>			
<b>% de personnes ayant opté pour l'intégration sur place et effectivement intégrées sur place</b>	<b>Anciens réfugiés angolais</b>	<b>50%</b>	<b>10%</b>
<b>Potentiel en matière de rapatriement librement consenti réalisé</b>			
<p><b>Résultats/impact :</b> en 2013, le HCR a facilité le rapatriement de plus de 68 000 anciens réfugiés congolais (RDC), quelque 62 500 d'entre eux regagnant la province de l'Équateur et 286 la province du Sud-Kivu.</p> <p>Pour assurer la sécurité et la dignité des rapatriés, le HCR a aménagé sept centres de transit et 13 sites de rassemblement dans la province de l'Équateur, ainsi que deux centres de transit au Sud-Kivu. Une aide particulière a été offerte à près de 2 000 rapatriés ayant des vulnérabilités spécifiques. Des allocations en espèces ont été distribuées à tous les rapatriés en Équateur et des colis de rapatriement ont été remis aux rapatriés au Sud-Kivu.</p>			
<b>% de personnes ayant l'intention de rentrer et rapatriées de leur plein gré</b>	<b>Rapatriés</b>	<b>85%</b>	<b>100%</b>
<b>SÉCURITÉ FACE À LA VIOLENCE ET À L'EXPLOITATION</b>			
<b>Risque de violence sexuelle et sexiste (VSS) réduit et qualité de la réponse améliorée</b>			
<p><b>Résultats/impact :</b> chez les réfugiés centrafricains, les victimes de VSS ont reçu un soutien médical, juridique et psychologique. Les réfugiés urbains ont bénéficié d'une assistance médicale et psychologique, ainsi qu'une aide à la réintégration sociale et économique au Nord-Kivu et au Katanga, et d'une assistance médicale à Kinshasa et au Sud-Kivu. Le HCR a offert une assistance médicale et juridique à tous les rapatriés en Équateur, où plus de 600 cas ont été identifiés en 2013.</p>			
<b>Mesure dans laquelle les victimes connues de VSS reçoivent un soutien</b>	<b>Rapatriés</b>	<b>85%</b>	<b>100%</b>
	<b>Réfugiés centrafricains</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

## Partenaires

### Partenaires d'exécution

#### Organismes gouvernementaux :

Commission nationale pour les réfugiés

#### ONG :

Actions et interventions pour le développement et l'encadrement social, *African Initiative for Relief and Development*, Agir pour le genre, Association pour le développement social et la sauvegarde de l'environnement, Équipe d'encadrement des réfugiés urbains de Kinshasa, Femmes en mission pour soutien et action aux vulnérables *confondus*, *German Agro-Action*, *Groupe d'appui-conseils aux réalisations pour le développement endogène*, *International Emergency and Development Agency Relief*, *INTERSOS*, *Médecins d'Afrique*, *Mouvement international des droits de l'enfant*, *Première urgence*, *Search for Common Ground*, *Women for Women International*

#### Autres :

UNOPS, VNU

### Partenaires opérationnels

#### Autres :

PAM, UNICEF

## Évaluation des résultats

En 2013, le HCR a rapatrié avec succès plus de 63 000 réfugiés congolais (RDC) accueillis au Congo voisin, le rapatriement des 30 000 réfugiés restants étant prévu au début de l'année 2014. La réintégration a été facilitée par des allocations en espèces et des colis de rapatriement, les rapatriés les plus vulnérables recevant également une assistance dans le secteur des abris. Les communautés qui accueillait des rapatriés ont bénéficié d'un soutien consistant notamment à agrandir ou à rénover les écoles et les postes de santé, et à forer des puits supplémentaires pour assurer une distribution d'eau suffisante.

En ce qui concerne la lutte contre la violence sexuelle et sexiste, des campagnes de sensibilisation et de prévention ont été lancées à l'intention de toutes les populations relevant de la compétence du HCR, ainsi que des autorités locales et de l'armée, dans différentes provinces. Dans le même temps, le système d'orientation et de prise en charge existant, qui a offert une aide judiciaire, psychologique, sociale, médicale et économique aux victimes et à leur famille, a continué à fonctionner. Avec le soutien du HCR, 100 femmes ont subi les interventions chirurgicales nécessaires dans deux provinces.

Le suivi de la protection et la protection par la présence sont demeurées des activités essentielles dans les zones accueillant des déplacés internes. Au Sud-Kivu, plus de 23 400 incidents de protection et près de 1 600 conflits ont été recensés au cours de l'année et quelque 970 ont été résolus avec l'appui d'audiences foraines. L'Organisation, de concert avec ses partenaires, a fourni des abris d'urgence aux plus vulnérables des déplacés internes et des déplacés de retour.

Les réfugiés centrafricains hébergés dans des camps ont eu accès à des services essentiels, notamment dans les secteurs de la santé, de l'eau, de l'éducation et des vivres. Une attention particulière a été accordée aux activités agricoles, en vue d'accroître l'autosuffisance de la population réfugiée accueillie dans les camps. En revanche, en raison de l'éloignement de la région, du manque d'infrastructures et de l'inaccessibilité de certains secteurs à la saison des pluies, le HCR n'a pu entrer en contact avec les réfugiés centrafricains vivant hors des camps.

## Collaboration avec les partenaires

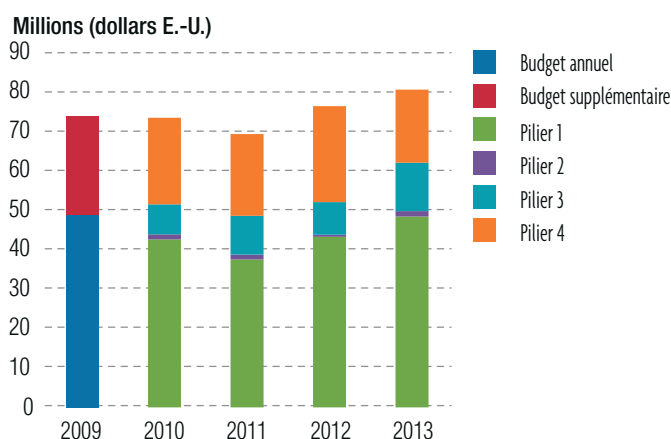
Le HCR a été chef de file du module de la protection, du groupe de travail technique sur les abris et du groupe de travail sur la prévention de la VSS et la sensibilisation dans ce domaine, et a coordonné les activités de coordination des camps et de gestion des camps. L'Organisation a également participé aux activités de l'Équipe humanitaire dans le pays, de l'Équipe des Nations Unies dans le pays et du Groupe consultatif humanitaire.

Le Haut Commissariat a contribué à la préparation du Plan d'action humanitaire et d'autres demandes de financement conjointes. Des accords de sous-traitance ont été conclus avec 15 partenaires d'exécution dans cinq provinces de RDC et des activités de renforcement des capacités ont été menées auprès de l'organisme d'État chargé des réfugiés, la Commission nationale pour les réfugiés, afin d'améliorer les procédures de détermination du statut de réfugié et d'assurer le respect des normes internationales.

# Informations financières

## Dépenses en République démocratique du Congo | 2009-2013

Le budget global de l'opération du HCR en RDC, fixé à 155,9 millions de dollars E.-U. au début de l'année 2013, a augmenté pour atteindre 196,6 millions – soit une hausse de 24 pour cent par rapport au budget de 2012. L'amplification de la crise en RCA et les défis de déplacement qui persistaient en RDC orientale ont été les principales raisons de cette augmentation, pour laquelle des budgets supplémentaires ont été créés en 2013. Le niveau de financement disponible pour l'opération en RDC a permis de dépenser au total 80,4 millions de dollars E.-U., correspondant à 38,3 pour cent du total des besoins.



## Budget, revenus et dépenses en République démocratique du Congo | dollars E.-U.

Opération	PILIER 1 Programme pour les réfugiés	PILIER 2 Programme pour les apatrides	PILIER 3 Projets pour la réintégration	PILIER 4 Projets pour les déplacés internes	Total
<b>BUDGET FINAL</b>	<b>84 295 442</b>	<b>1 763 709</b>	<b>24 572 564</b>	<b>85 995 703</b>	<b>196 627 418</b>

Revenus issus des contributions <sup>1</sup>	41 363 294	0	2 750 836	4 695 151	<b>48 809 281</b>
Autres fonds disponibles / transferts	6 950 818	1 402 687	9 473 934	14 195 725	<b>32 023 164</b>
<b>Total des fonds disponibles</b>	<b>48 314 113</b>	<b>1 402 687</b>	<b>12 224 769</b>	<b>18 890 876</b>	<b>80 832 444</b>

### DÉPENSES PAR OBJECTIF

#### Environnement de protection favorable

Instruments régionaux et internationaux	3 673	139 187	0	225 290	<b>368 151</b>
Droit et politique générale	213 629	0	0	0	<b>213 629</b>
Institutions administratives et pratiques	49 260	0	0	0	<b>49 260</b>
Accès au territoire et réduction du risque de refoulement	305 602	0	0	0	<b>305 602</b>
Attitude du public à l'égard des personnes prises en charge	628 180	139 188	0	331 247	<b>1 098 615</b>
<b>Sous-total</b>	<b>1 200 344</b>	<b>278 375</b>	<b>0</b>	<b>556 537</b>	<b>2 035 257</b>

#### Processus de protection et documents adéquats

Conditions d'accueil	165 618	0	0	0	<b>165 618</b>
Enregistrement et établissement de profils	1 117 474	139 187	0	247 703	<b>1 504 365</b>
Procédures de détermination du statut	736 501	0	0	84 980	<b>821 481</b>
Documents individuels	245 888	0	0	0	<b>245 888</b>
Enregistrement et documents d'état civil	522 175	556 489	0	84 380	<b>1 163 044</b>
Regroupement familial	27 025	0	0	0	<b>27 025</b>
<b>Sous-total</b>	<b>2 814 681</b>	<b>695 676</b>	<b>0</b>	<b>417 064</b>	<b>3 927 421</b>

#### Sécurité face à la violence et à l'exploitation

Protection contre la criminalité	243 984	0	0	0	<b>243 984</b>
Protection contre les conséquences du conflit armé	91 058	0	572 222	2 530 085	<b>3 193 365</b>
Violences fondées sur l'appartenance sexuelle (prévention et réponse)	1 778 976	0	473 744	1 548 178	<b>3 800 898</b>
Liberté de mouvement et réduction des risques de détention	222 774	0	236 871	0	<b>459 645</b>
Protection des enfants	535 031	0	0	0	<b>535 031</b>
<b>Sous-total</b>	<b>2 871 823</b>	<b>0</b>	<b>1 282 837</b>	<b>4 078 262</b>	<b>8 232 922</b>

Opération	PILIER 1 Programme pour les réfugiés	PILIER 2 Programme pour les apatrides	PILIER 3 Projets pour la réintégration	PILIER 4 Projets pour les déplacés internes	Total
<i>Besoins de base et services essentiels</i>					
Santé	2 576 782	0	1 739 446	7 361	<b>4 323 588</b>
Santé procréative et services liés au VIH	596 251	0	1 991 513	658 041	<b>3 245 805</b>
Nutrition	120 821	0	0	0	<b>120 821</b>
Sécurité alimentaire	1 162 817	0	0	0	<b>1 162 817</b>
Eau	1 058 878	0	545 373	0	<b>1 604 251</b>
Assainissement et hygiène	544 484	0	236 871	186 223	<b>967 579</b>
Abris et infrastructure	1 722 578	0	1 459 903	2 454 937	<b>5 637 418</b>
Articles ménagers et articles de base	1 206 358	0	0	782 970	<b>1 989 329</b>
Services destinés aux groupes ayant des besoins spécifiques	963 414	0	256 495	1 208	<b>1 221 117</b>
Éducation	1 124 691	0	1 342 870	84 980	<b>2 552 541</b>
<b>Sous-total</b>	<b>11 077 073</b>	<b>0</b>	<b>7 572 472</b>	<b>4 175 721</b>	<b>22 825 266</b>
<i>Autonomisation et autogestion communautaires</i>					
Mobilisation communautaire	639 884	139 188	473 743	180 660	<b>1 433 475</b>
Coexistence avec les communautés locales	663 585	139 187	239 477	386 749	<b>1 428 998</b>
Ressources naturelles et environnement commun	166 705	0	0	84 980	<b>251 685</b>
Autosuffisance et moyens d'existence	285 379	0	879 682	512 638	<b>1 677 699</b>
<b>Sous-total</b>	<b>1 755 553</b>	<b>278 375</b>	<b>1 592 903</b>	<b>1 165 027</b>	<b>4 791 857</b>
<i>Solutions durables</i>					
Stratégie de solutions globales	350 099	0	0	84 980	<b>435 079</b>
Retour volontaire	8 433 821	0	352	195 818	<b>8 629 991</b>
Réintégration	0	0	322 410	0	<b>322 410</b>
Intégration	1 148 800	0	0	0	<b>1 148 800</b>
Réinstallation	672 233	0	0	0	<b>672 233</b>
<b>Sous-total</b>	<b>10 604 952</b>	<b>0</b>	<b>322 762</b>	<b>280 798</b>	<b>11 208 513</b>
<i>Direction, coordination et partenariats</i>					
Coordination et partenariats	212 590	139 188	0	117 808	<b>469 586</b>
Gestion et coordination des camps	90 615	0	0	1 176 064	<b>1 266 679</b>
Relations avec les donateurs et mobilisation des ressources	693 855	0	0	200 628	<b>894 483</b>
<b>Sous-total</b>	<b>997 060</b>	<b>139 188</b>	<b>0</b>	<b>1 494 500</b>	<b>2 630 747</b>
<i>Appui à la logistique et aux opérations</i>					
Logistique et chaîne d'approvisionnement	11 056 163	0	757 326	2 821 070	<b>14 634 558</b>
Gestion des opérations, coordination et appui	1 273 513	0	267 725	953 361	<b>2 494 599</b>
<b>Sous-total</b>	<b>12 329 676</b>	<b>0</b>	<b>1 025 051</b>	<b>3 774 430</b>	<b>17 129 157</b>
<i>Appui régional et au Siège</i>					
Conseils et appui techniques aux opérations	561	0	0	0	<b>561</b>
Relations avec les médias et affaires publiques	240	0	0	0	<b>240</b>
<b>Sous-total</b>	<b>801</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>801</b>
Solde des versements aux partenaires d'exécution	4 662 161	11 073	428 745	2 556 341	<b>7 658 321</b>
<b>Total</b>	<b>48 314 125</b>	<b>1 402 687</b>	<b>12 224 769</b>	<b>18 498 681</b>	<b>80 440 262</b>

<sup>1</sup> Les revenus issus des contributions incluent des coûts d'appui indirect prélevés sur les contributions pour les piliers 3 et 4, les budgets supplémentaires et la réserve pour les "Activités nouvelles ou additionnelles - liées au Mandat". Les contributions affectées à tous les piliers sont incluses dans le Pilier 1.